ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

Ἐν Ἀθήναις τῇ 13 Ὀκτωβρίου **1956**	ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ	Ἀριθμὸς φύλλου **239**

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΑ ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

Ν. Δ. 3582. Περὶ κυρώσεως τῆς συμβάσεως περιωρισμένης Βαλκανικῆς Ἑνώσεως Ταχυδρομείων καὶ Τηλεπικοινωνιῶν. 1

Ν. Δ. 3584. Περὶ κυρώσεως τῶν ἐν Κάιρῳ ὑπογραφεισῶν τὴν 21ην Μαΐου 1953 Συμφωνιῶν Ἐμπορίου καὶ πληρωμῶν μετὰ τῆς Αἰγύπτου. 2

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΑ ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

(1)

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ὑπ' ἀριθ. 3582

Περὶ κυρώσεως τῆς Συμβάσεως περιωρισμένης Βαλκανικῆς Ἑνώσεως Ταχυδρομείων καὶ Τηλεπικοινωνιῶν.

ΠΑΥΛΟΣ

ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψει τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 35 τοῦ Συντάγματος καὶ τὴν ἀπὸ 4 Σεπτεμβρίου 1956 σύμφωνον γνώμην τῆς κατὰ τὴν παράγραφον 2 τοῦ αὐτοῦ ἄρθρου 35 Εἰδικῆς Ἐπιτροπῆς ἐκ Βουλευτῶν, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον μόνον

Κυροῦται ἡ Σύμβασις περιωρισμένης Βαλκανικῆς Ἑνώσεως Ταχυδρομείων καὶ Τηλεπικοινωνιῶν, ἡ συνομολογηθεῖσα ἐν Βελιγραδίῳ τὴν 19ην Μαρτίου 1955 μεταξὺ Ἑλλάδος, Γιουγκοσλαβίας καὶ Τουρκίας καὶ τῆς ὁποίας τὸ κείμενον εἰς Γαλλικὴν γλῶσσαν ἐξ ἄρθρων 10 καὶ τριῶν παραρτημάτων μετὰ μεταφράσεως εἰς τὴν Ἑλληνικήν, παρατίθεται κατωτέρω.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του εἰς τὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 13 Ὀκτωβρίου 1956

ΠΑΥΛΟΣ

Β.

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΤΑ ΜΕΛΗ

Δ. ΧΕΛΜΗΣ, Κ. ΠΑΠΑΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΥ, Δ. ΜΑΚΡΗΣ, Λ. Π. ΤΣΑΛΔΑΡΗ, ΣΤ. ΚΩΤΙΑΔΗΣ, Λ. ΜΠΟΥΡΝΙΑΣ, Κ. ΤΣΑΤΣΟΣ, Δ. ΔΑΒΑΚΗΣ, Ν. ΑΘΑΝΑΣΙΟΥ, Δ. ΑΛΙΠΡΑΝΤΗΣ, Ν. ΜΑΡΤΗΣ, Χ. ΚΑΡΑΠΙΠΕΡΗΣ, Τ. ΤΡΙΑΝΤΑΦΥΛΛΑΚΟΣ, Ι. ΨΑΡΡΕΑΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 13 Ὀκτωβρίου 1956

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

Κ. ΠΑΠΑΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΥ

CONVENTION

De l'Union Restreinte Balkanique des Postes et des Telecommunications

Les parties contractantes, animées du désir de favoriser et d'élargir le développement des relations entre les peuples des trois pays dans le domaine économique, technique et culturel, reconnaissant que l'amélioration, l'extension et l'emploi rationnel des services postaux et des moyens de télécommunications entre les trois pays jouent un rôle prépondérant dans le développement de leurs relations réciproques, et tenant compte des dispositions de la Convention postale universelle et de la Convention internationale des télécommunications en vigueur, ont décidé d'un commun accord, et sous réserve de ratification, d'établir une union restreinte des postes et des télécommunications, sous la dénomination de : «Union restreinte balkanique des postes et des télécommunications» appelée ci-après »Union restreinte balkanique» ou en abrégé, «U.R.B.»

Article Premier.

Objet de l'Union restreinte balkanique.

1. L'U.R.B. a pour but:

1. de maintenir et d'étendre la coopération entre les parties contractantes dans le domaine des postes et des télécommunications

2. de favoriser le développement des moyens techniques et leur exploitation la plus efficace, en vue d'augmenter le rendement des services postaux et des télécommunications, d'accroître leur emploi et de généraliser le plus possible, leur utilisation par le public;

3. d'harmoniser les effort des pays contractants, vers ces fins communes.

2. A cet effet, les pays contractants s'efforceront;

1. d'améliorer et d'enrichir les moyens mis au service des postes, télégraphes et téléphones des trois pays;

2. d'appliquer, autant que possible, les mêmes règles d'organisation et d'exploitation de façon à permettre une collaboration aussi étroite que possible;

3. d'établir des tarifs à des niveaux aussi bas que possible ,compatibles avec un service de bonne qualité, et une gestion financière saine et indépendante des postes et des télécommunications;

4. de se communiquer réciproquement les innovations importantes qu'ils se proposent d'introduire dans leurs services internes des postes et des télécommunications;

5. d'établir un échange régulier de publications traitant des questions du domaine des postes et des télécommunications;

6. de se comuniquer les données statistiques qui pourraient servir aux buts des services techniques et d' exploitation;

7. d'élaborer de présenter, le cas échéant, des propositions communes pour les Congrès de l'Union postale universelle et pour les conférences internationales des postes et des télécommunications;

8) de prendre toutes les mesures appropriées pour encourager et cultiver un esprit de collaboration amicale et de bon voisinage entre le personnel PTT des trois pays.

Article 2.

Organes de l'U.R.B.

1. Les organes de L'U.R.B. sont :

1) la Conférence de plénipotentiaires, organe suprême de l'U.R.B.

2) le Comité des postes;

3) le Comité des télécommunications ;

4) le Secrétariat.

2. D'autres organes d'activité, de consultation, d' études ou de liaison, pourraient être créés par l'U.R.B. lorsque l'institution de tels organes serait jugée nécessaire.

Article 3.

Conférence de plénipotentiaires.

1. La Conférence de plénipotentiaires :

1) revise la Convention si elle le juge nécessaire;

2. traite toutes les questions qui pourraient être présentées par l'une des Administrations membres de l' U.R.B. ou par un des Comités.

2. La Conférence de plénipotentiaires se réunit tous les quatre ans, au lieu et à la date fixés par la Conférence de plénipotentiaires précédente.

3. La date et le lieu, ou l'un des deux seulement, de la Conférence de plénipotentiaires suivente, peuvent être modifiés par accord unanime entre les pays contractants.

4. La Conférence est convoqueé par l'administration du pays sur le territoire duquel elle aura lieu.

Article 4.

Comités

1. Le Comité des postes et le Comité des télécommunications ont les attributions suivantes;

1. de traiter, dans les limites de la présente Convention et chacun dans son propre domaine, les questions ayant trait aux postes et télécommunications;

2. de préparer les propositions communes et de les recommander aux trois Administrations afin qu'elles soient soumises, par ces dernières, aux Congrès et aux conférences internationales respectives.

2. Les Comités des postes et des télécommunications se réunissent normalement une fois par an au même lieu fixé par la réunion précédente du Comité respectif. L'Administration invitante fixe la date définitive.

Toutefois, en cas de nécessité, les deux Comités ou bien un seul, peuvent être réunis dans l'intervalle entre les deux réunions normales. Dans ce cas le lieu et la date des réunions seront fixés en accord entre les Administrations contractantes.

Article 5.

Arrangements des postes et des télécomunications.

1. Deux arrangements, dont un pour les postes et l'autre pour les télécommunications, sont annexés à la présente Convention.

2. Ces arrangements traitent, respectivement, des questions se rapportant aux services postaux et des questions relatives aux télécomnunications.

3. Les arrangements sont revisés par les Comités respectifs.

Article 6.

Secrétariat.

1. Le Secrétariat des réunions est assuré par l' Administration invitante.

2. Les fonctions du Secrétariat sont :

1) de préparer l'ordre du jour provisoire des réunions de la Conférence et des Ccomités à la base des propositions présentées par les parties intéressées et de communiquer cet ordre du jour aux membres de l' U.R.B.

2) de rédiger les procés-verbaux des délibérations et de notifier les décisions prises à l'issue des réunions;

3) de faire parvenir aux membres de l'U.R.B. la documentation relative aux Conférences et aux Comités

4) de donner suite aux demandes de renseignements; qui pourraient lui être adressées par un membre de l'U.R.B.;

5) de s'occuper de tout travail dont il pourrait être chargé par la Conférence ou les Comités.

Article 7.

Règlement intérieur des conférences et des réunions.

Chaque conférence de plénipotentiaires et chaque réunion des comités, arrête son règlement intérieur

suivant lequel les débats et les travaux seront organisés, tenant compte des dispositions suivantes:

1. Chaque réunion est présidée par le chef de la délégation du pays invitant.

2. Dans les délibérations chaque membre de l' U.R.B. dispose d'une seule voix.

3. Les décisions de la Conférence sont prises à l'unanimité.

4. L'Administration des PTT sur le territoire de laquelle se tient une réunion est chargée des fonctions d'Administration invitante. Elle peut, en accord avec les Administrations membres de l'U.R.B., inviter ou admettre des exploitations privées reconnues s' occupant des problèmes des postes et des télécommunications, à assister aux réunions de l'U.R.B., à titre d' observateurs.

5. La langue française est la langue officielle de l'U.R.B. Elle est la langue des délibérations et de rédaction des documents.

6. Les documents et les Actes finals des réunions sont publiés par les soins de l'Administration du pays où les réunions ont eu lieu.

7. Les propositions à soumettre à l'examen des Conférences ou des réunions des Comités, sont communiquées aux Administrations membres de l'U.R.B, avant l'ouverture de la réunion à laquelle elles seront mises à l'ordre du jour. Exceptionnellement, les propositions peuvent être introduites pendant la réunion même de l'organe correspondant.

8. Pour signer les Actes finals de la Conférence ou du Comité, les délégués doivent être dûment autorisés.

Article 8.

Adhésion à la Convention.

Le Gouvernement d'un pays qui ne serait pas membre de l'U.R.B., mais qui relève de la région des pays signataires, pourra adhérer à la Convention de l'U.R.B. sous les mêmes conditions et avec les mêmes droits que les pays contractants, pourvu que son adhésion soit approuvée à l'unanimité par les parties contractantes.

Article 9.

Dénonciation de la Convention.

Tout membre de l'U.R.B., ayant ratifié la Convention ou ayant adhéré à celle-ci, a le droit de dénoncer la Convention par une notification adressée par voie diplomatique aux autres parties contractantes. Cette dénonciation produit son effet à l'expiration d'une periode d'une année à partir du jour de réception de la notification par les autres pays signataires de la Convention.

Article 10.

Ratification et mise en vigueur de la Convention

La présente Convention, dont le texte français fera foi, sera ratifié par chacune des parties contractantes et les instruments de ratification seront déposés auprés du Secrétariat d'Etat de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie à Beograd; elle entrera en vigueur un mois après la date du dépôt du dernier instrument de ratification.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires des pays ci dessous mentionnés, ont signé la présente Convention établie en trois exemplaires en langue française et dont un exemplaire sera remis à chacune des trois délégations.

Fait à Beograd, le 19 mars mil neuf cent cinquante cinq.

Pour le
ROYAUME DE GRECE
Heraklis Dimopoulos,m.p. Stavros Kafiris,m.p.

Pour la
REPUBLIQUE DE TURQUIE
Neçmi Ozgür,m.p. Eyüp Sabri Arserim,m.p.

Pour la
REPUBLIQUE POPULAIRE FEDERATIVE DE YOUGOSLAVIE
Vladimir Senk,m.p.

ANNEXE 1
(Voir article 5)

En vertu de l'article 5 de la Convention de l'Union restreinte balkanique des postes et des télécommunications, conclue à Beograd, le 19 mars 1955, les Plénipotentiaires des Gouvernements contractants ont arrêté, d'un commun accord et sous réserve d'approbations, le présent

ARRANGEMENT
concernant le service postal
Article Premier

1. Dans le trafic réciproque des Administrations contractantes, les taxes ordinaires pour le premier échelon de poids et pour les échelons supplémentaires des objets de correspondance, sont fixées à 75o]o des taxes chaque fois en vigueur dans le régime international. Il en est de même en ce qui concerne le droit de recommandation, de l'exprès et de l'avis de réception.

2. Dans le cas où la taxe interne d'un des Pays contractants, est supérieure à la taxe rpévue par cet Arrangement, la taxe interne est appliquée dans les relations entre les pays de l'U.R.B.

3. Chacune des Administrations contractantes a la faculté d'arrondir les taxes réduites en plus ou en moins selon les convenances de son système monétaire.

4. Les Administrations contractantes se communiqueront directement les équivalents des taxes à appliquer sur les objets de correspondance en exécution des dispositions des paragraphes précédents .Les Administrations se communiqueront aussi toute modification de ces équivalents.

Article 2.

Les Administrations contractantes se communiqueront, directement, les surtaxes aériennes et toutes les modifications qui seraient apportées à celles-ci ,ainsi que les renseignements relatifs aux lignes aériennes, ou les sections de ces dernières, utilisées pour le trasport des envois postaux aériens.

Article 3.

1. En vue d'accélérer l'expédition et l'échange des courriers. les Administrations contractantes s'engagent à coordonner leurs efforts pour établir, dans la mesure du possible, des liaisons de communications assurant le transport des courriers dans les conditions les plus favorables.

2. Cette coordination vise les transports farroviaire, maritime et aérien.

Article 4.

Les Administrations des pays membres de l' U.R.B. peuvent s' entendre pour émettre des timbres—poste commémoratifs ou autres valeurs postales à l' occasion d' événements qui, pour les pays contractants, pourraient présenter un intérêt commun.

Article 5.

Les Administrations contractantes voueront l' attention la plus particulière à la posibilité de réaliser une collaboration aussi étroite que possible entre leurs services postaux. A cet effet elles se communiqueront sur demande ou à titre de documentation, tout renseigne-

ment utile et toute innovation de nature à intéresser les autres parties contractantes. Pour l' étude de certaines questions techniques, d' exploitation ou autres, peuvent être constituées des commissions consultatives se composant des fonctionnaires qualifiés des Administrations postales.

Article 6.

Dans leurs relations mutuelles, les bureaux de poste relevant des Administrations contractantes se serviront de la langue française comme langue de travail et utiliseront les formules correspondantes prescrites pour le service postal international.

Article 7.

1. Les détails d' ordre technique sur l' échange des dépêches à la frontiere entre les services postaux qui prennent part à cet échange, doivent être régles entre les Administrations contractantes interessées. A cet effet des accords spéciaux peuvent être conclus.

2. Ces accords sont soumis ultérieurement à l' approbation du Comité des postes lors de sa première session prochaine.

3. Lorsque de tels Accords sont conclus entre deux Administration contractantes seulement une copie de ces actes est communiquée, sans délai, aux autres Administrations membres de l' U. R. B.

Article 8.

Les dispositions sur la réduction des taxes prévues dans l' article premier de cet Arrangement entreront en vigueur trois mois apres la mise en vigueur de la Convention de l' U. R. B.

Fait à Beograd, le 19 Mars mil neuf cent cinquante.

Pour le ROYAUME DE GRECE : Stavros Kafiris,m.p.
Pour la REPUBLIQUE DE TURQUE:Neçmi Ozgür, m.p.
Pour la REPUBLIQUE FEDEEATIVE
DE YOUGOSLAVIE : Vladimir Senk, m.p.

ANNEXE 2.

(Voir article 5)

Les soussignés délégués du Royaume de Grèce, de la République de Turquie et de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie, s'étant réunis en Conférence à Beograd, ont arrêté, le 19 mars 1955 d'un commun accord le présent.

ARRANGEMENT

concernant le service des télécommunications.

Article Premier.

Les pays membres de l'U.R.B. s'efforceront d'établir entre eux des circuits télégraphiques et téléphoniques suffisants aussi bien en nombre qu'en qualité, pour échanger leur trafic télégraphique et téléphonique terminal et le trafic de transit originaire ou à destination des pays de l'U.R.B. et le cas échéant, des pays au-delà.

Article 2.

Le trafic télégraphique et téléphonique des pays membres de l'U.R.B. et à destination des pays non contractants, ainsi que le trafic télégraphique et téléphonique en provenançe des pays non contractants et à destination des pays membres de l'U.R.B., doit, en cas de tarif égal et dans la mesure du possible, emprunter les voies de communications des pays membres de l' U.R.B.

Article 3.

1. Dans le but de favoriser le développement du trafic télégraphique et téléphonique, les pays de l'U. R,B. s'éfforceront de fixer, dans leurs relations réciproques, des tarifs aussi réduits que possible en s'inspirant, du paragraphe 3 de l'article 1 de la Convention de l'U. R. B.

2. Les tarifs réduits contenus dans l'Annexe de cet Arrangement seront appliqués le plus tôt possible et en tout cas à partir du 1 -er janvier de l'année qui suit l'année de la ratification de la Convention de l'U.R.B.

Article 4.

1. Les Administrations membres de l'U.R.B. sont d'accord de régler les comptes afférents au trafic télégraphique et au trafic téléphonique d'après le nombre de télégrammes ou de conversations téléphoniques échangés ou effectués entre les pays contractants, chaque télégramme ou chaque conversation téléphonique étant considéré comme comprenant le nombre moyen de mots ou de minutes résultant des statistiques établies contradictoirement.

2. Les statistiques destinées à déterminer le nombre moyen des mots par télégrame ou le nombre moyen des minutes par conversation téléphonique portent sur une durée de deux fois vingt- huit jours. savoir; les vingt-huit premiers jours du mois de mai et les vingt-huit premiers jours du mois d'octobre, sans égard à la voie par laquelle les télégrammes ont été reçus ou les conversations téléphoniques ont été effectuées avec le pays contractant. Ces statistiques doivent être établies par l'Administration de destination et approuvées par l'Administration d'origine et de transit.

3. Pour détérminer la moyenne du nombre des mots par télégramme, on divise le nombre total de mots effectifs des télégrammes par le nombre total des télégrammes reçus pendant la période précitée du pays considéré tenant compte des télégrammes urgents dont les mots sont comptés pour duble et des télégrammes- lettres et presse, dont les mots sont comptés à moitié.

4. Pour déterminer la moyenne du nombre de minutes par conversation téléphonique on divise le nombre total des minutes par le nombre total de conversations effectuées avec le pays correspondant, pendant la même période. Les demandes de conversation qui, pour une raison quelconque, n'ont pu être suivies de conversation, n'entrent pas dans les comptes. Les taxes éventuellement perçues restent au profit de l'Administration d'origine.

5. Les moyennes ainsi obtenues seront arrondies au chiffre entier, suivant que la fraction est supérieure ou inférieure à la moitié de l'unité.

6. Les moyennes ainsi obtenues servent à l'établissement des comptes jusqu'à revision.

7. En multipliant le nombre des télégrammes par le chiffre moyen du nombre de mots ,on obtient, pour le mois considéré, le nombre total des mots, lequel doit alors être multiplié par le chiffre de la part de taxe terminale ou de transit correspondante.

8. Les conversations téléphoniques urgentes comptent pour deux et les conversations »Eclairs» comptent pour trois conversations.

9. Les bureaux d'échange se communiqueront chaque jour le nombre des télégrammes expédiés la veille et le nombre total de conversations téléphoniques par catégories.

Article 5.

Le règlement des comptes afférents au trafic télégraphique et téléphonique des administrations contractantes ,rédigé à la base du présent Arrangement, est applicable. normalement, à partir du premier janvier de l'année qui vient après celle au cours de laquelle on a déterminé les moyenes respectives.

Article 6.

Le présent Arrangement n'affecte pas le trafic télégraphiqu et téléphonique originaires ou à destination des pays autres que les pays contractants. A ce trafin sont appricables les taxes ainsi que la procédure correspondant, prescrite par le Règlement télégraphique et téléphonique international en vigueur.

Fait à Beograd, le 19 mars mil neuf cent cinquante cinq.

Pour le
Royaume de Grèce
STAVROS KAFIRIS ,m.p.
Pour la
République de Turquie
NECMI OZGUR, m.p.
Pour la
République Populaire Fédérative de Yougoslavie
VLADIMIR SENK, m. p.

ANNEXE

à L'Arrangement concernant le service des télécommunications annexé à la Convention de l'U.R.B.

Les délégations des trois pays ayant examiné, les tarifs télégraphiques et téléphoniques en vigueur entre eux, dans le sens de l'article 3 de l'Arrangement ont décidé d'appliquer les tarifs suivants:

TAXES TELEGRAPHIQUES

GRECE :

a) Taxes terminales :

Pour les correspondances échangées avec la Turquie	8.0 cts
Pour les correspondances échangées avec la Yougoslavie.....	8.0 cts

b) Taxes de transit :

Pour les correspondances échangées entre la Turquie et Yougoslavie.....	5.0 cts

TURQUIE :

a) Taxes terminales :

Pour les correspondances échangées avec la Grèce et Turquie d'Europe.....	8.0 cts
Avec la Grèce et Turquie de l'Asie.....	12.0 cts
Pour les correspondances échangées avec la Yougoslavie.....	12.0 cts

YOUGOSLAVIE :

a) Taxes terminales :

Pour les correspondances échangées avec la Grèce	8.0 cts
Pour les correspondances échangées avec la Turquie	8.0 cts

TAXES TELEPHONIQUES

GRECE :

a) Taxes terminales

Pour les conversations échangées avec la Turquie	2.0 Frcs.or
Pour les conversations échangées avec la Yougoslavie.....	2.0 Frcs.or

b) Taxes de Transit :

Pour les conversations échangées entre la Turquie et Yougoslavie.....	1.60 Frcs.or

TURQUIE :

a) Taxes terminales :

Pour les conversations échangées avec la Grèce	2.0 Frcs.or
Pour les conversations échangées avec la Yougoslavie via Grèce	2.55 Frcs.or
via Bulgarie.....	2.15 Frcs.or

YOUGOSLAVIE :

a) Taxes terminales :

Pour les conversations échangées avec la Grèce	2.0 Frcs.or
Pour les conversations échangées avec la Turquie via Grèce.....	2.55 Frcs.or
via Bulgarie	2.15 Frcs.or

Fait à Beograd, le 19 mars mil neuf cent cinquante cinq.

Pour le
ROYAUME DE GRECE
Stavros Kafiris,m.p.
Pour la
REPUBLIQUE DE TURQUIE
Neçmi Ozgür,m.p.
Pour la
REPUBLIQUE POPULAIRE FEDERATIVE DE YOUGOSLAVIE
Vladimir Senk,m.p.

ΣΥΜΒΑΣΙΣ

ΤΗΣ ΠΕΡΙΩΡΙΣΜΕΝΗΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΗΣ ΕΝΩΣΕΩΣ ΤΑΧΥΔΡΟΜΕΙΩΝ ΚΑΙ ΤΗΛΕΠΙΚΟΙΝΩΝΙΩΝ

Τὰ συμβαλλόμενα μέρη, διαπνεόμενα ὑπὸ τῆς ἐπιθυμίας ὅπως εὐνοήσωσι καὶ διευρύνωσι τὴν ἀνάπτυξιν τῶν μεταξὺ τῶν λαῶν τῶν τριῶν χωρῶν σχέσεων εἰς τὸ οἰκονομικόν, τεχνικὸν καὶ μορφωτικὸν πεδίον, ἀναγνωρίζοντα, ὅτι ἡ βελτίωσις, ἡ ἐπέκτασις καὶ ἡ ὀρθολογιστικὴ χρησιμοποίησις τῶν ταχυδρομικῶν ὑπηρεσιῶν καὶ τῶν τηλεπικοινωνιακῶν μέσων μεταξὺ τῶν τριῶν χωρῶν ἀσκοῦσι προεξάρχοντα ρόλον ἐν τῇ ἀναπτύξει τῶν ἀμοιβαίων σχέσεων αὐτῶν, καὶ λαμβάνοντα ὑπ' ὄψει τὰς διατάξεις τῆς ἐν ἰσχύϊ Παγκοσμίου Ταχυδρομικῆς Συμβάσεως καὶ τῆς ἐν ἰσχύϊ Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν, ἀπεφάσισαν κοινῇ συμφωνίᾳ, καὶ ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν ἐπικυρώσεως, ὅπως ἱδρύσωσι περιωρισμένην ἕνωσιν ταχυδρομείων καὶ τηλεπικοινωνιῶν ὑπὸ τὴν ἐπωνυμίαν «Περιωρισμένη Βαλκανικὴ Ἕνωσις ταχυδρομείων καὶ τηλεπικοινωνιῶν» ἀποκαλουμένην κατωτέρω «Περιρωσμένη Βαλκανικὴ Ἕνωσις» ἢ ἐν συντμήσει, «Π. Β.Ε.» (U.R.B.).

Ἄρθρον 1.

Ἀντικείμενον τῆς περιωρισμένης Βαλκανικῆς Ἑνώσεως.

1. Ἡ Π.Β.Ε. ἔχει ὡς σκοπὸν :

1) Νὰ διατηρῇ καὶ νὰ ἐπεκτείνῃ τὴν συνεργασίαν μεταξὺ τῶν συμβαλλομένων μερῶν εἰς τὸ πεδίον τῶν ταχυδρομείων καὶ τῶν τηλεπικοινωνιῶν.

2) Νὰ εὐνοήσῃ τὴν ἀνάπτυξιν τῶν τεχνικῶν μέσων καὶ τὴν ἀποτελεσματικωτέραν ἐκμετάλλευσιν αὐτῶν, ἐπὶ τῷ τέλει αὐξήσεως τῆς ἀποδόσεως τῶν ταχυδρομικῶν καὶ τηλεπικοινωνιακῶν ὑπηρεσιῶν, τῆς ἐπεκτάσεως τῆς χρήσεως αὐτῶν καὶ τῆς, κατὰ τὸ δυνατὸν περισσότερον, γενικεύσεως τῆς χρησιμοποιήσεως αὐτῶν ὑπὸ τοῦ κοινοῦ.

3) Νὰ ἐναρμονήσῃ τὰς προσπαθείας τῶν συμβαλλομένων χωρῶν πρὸς τὰς κοινὰς ταύτας ἐπιδιώξεις.

2. Πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον, αἱ συμβαλλόμεναι χῶραι θὰ προσπαθήσουν :

1) Ὅπως βελτιώσωσι καὶ ἐμπλουτίσωσι τὰ εἰς τὴν ὑπηρεσίαν τῶν ταχυδρομείων, τηλεγράφων καὶ τηλεφώνων τῶν τριῶν χωρῶν διατιθέμενα μέσα.

2) Ὅπως ἐφαρμόσωσι, κατὰ τὸ δυνατόν, τοὺς αὐτοὺς κανόνας ὀργανώσεως καὶ ἐκμεταλλεύσεως κατὰ τρόπον ἐπιτρέποντα μίαν συνεργασίαν ὅσον τὸ δυνατὸν στενωτέραν.

3) Ὅπως καθιερῶσι κατὰ τὸ δυνατὸν χαμηλὰ τιμολόγια ἐναρμονιζόμενα μὲ παροχὴν ὑπηρεσίας καλῆς ποιότητος καὶ ἀνεξάρτητον οἰκονομικὴν διαχείρισιν τῶν ταχυδρομείων καὶ τῶν τηλεπικοινωνιῶν, ἐπὶ ὑγιοῦς βάσεως.

4) Ὅπως ἀνακοινῶσιν ἀμοιβαίως τὰς σπουδαιοτέρας καινοτομίας ἃς προτίθενται νὰ εἰσαγάγωσιν εἰς τὰς ἐσωτερικὰς αὐτῶν ταχυδρομικὰς καὶ τηλεπικοινωνιακὰς ὑπηρεσίας.

5) Ὅπως καθιερώσωσι τακτικὴν ἀνταλλαγὴν δημοσιευμάτων πραγματευομένων ζητήματα τῶν ταχυδρομίων καὶ τῶν τηλεπικοινωνιῶν.

6) Ὅπως ἀνακοινῶσι πρὸς ἀλλήλας στατιστικὰ δεδομένα, ἅτινα θὰ ἠδύναντο νὰ χρησιμεύσωσιν εἰς τοὺς σκοποὺς

τῶν τεχνικῶν ὑπηρεσιῶν καὶ τῶν ὑπηρεσιῶν ἐκμεταλλεύσεως.

7) Ὅπως ἐπεξεργάζονται καὶ ὑποβάλλωσι περιπτώσεως τυχούσης, κοινὰς προτάσεις διὰ τὰ Συνέδρια τῆς Παγκοσμίου Ταχυδρομικῆς Ἑνώσεως καὶ τὰς διεθνεῖς διασκέψεις τῶν ταχυδρομείων καὶ τῶν τηλεπικοινωνιῶν.

8) Ὅπως λαμβάνωσι πάντα τὰ ἐνδεικνυόμενα μέτρα πρὸς ἐνθάρρυνσιν καὶ καλλιέργειαν πνεύματος φιλικῆς συνεργασίας καὶ καλῆς γειτονίας εἰς τὸ προσωπικὸν τῶν Τ.Τ.Τ. τῶν τριῶν χωρῶν.

Ἄρθρον 2.

Ὄργανα τῆς Π.Β.Ε.

1. Ὄργανα τῆς Π.Β.Ε. εἶναι :

1) Ἡ Διάσκεψις πληρεξουσίων, ἀνώτατον ὄργανον τῆς Π. Β. Ε.

2) Ἡ Ἐπιτροπὴ τῶν Ταχυδρομείων.

3) Ἡ Ἐπιτροπὴ τῶν Τηλεπικοινωνιῶν.

4) Ἡ Γραμματεία.

2. Εἶναι δυνατὴ ἡ δημιουργία ὑπὸ τῆς Π.Β.Ε. καὶ ἄλλων ὀργάνων δράσεως, γνωμοδοτήσεως, μελετῶν, ἢ συνδέσμου, ἐφ' ὅσον ἡ ἵδρυσις αὐτῶν ἤθελε θεωρηθῇ ἀναγκαία.

Ἄρθρον 3.

Διάσκεψις πληρεξουσίων.

1. Ἡ Διάσκεψις πληρεξουσίων :

1) Ἀναθεωρεῖ τὴν Σύμβασιν ἐὰν κρίνῃ τοῦτο ἀναγκαῖον.

2) Πραγματεύεται πάντα τὰ ζητήματα, ἅτινα ἤθελον ὑποβληθῇ ὑπό τινος ἐκ τῶν Διευθύνσεων μελῶν τῆς Π.Β.Ε. ἢ ὑπό τινος τῶν Ἐπιτροπῶν.

2. Ἡ Διάσκεψις πληρεξουσίων συνέρχεται ἀνὰ τετραετίαν, εἰς τόπον καὶ χρόνον ὁριζόμενον ὑπὸ τῆς προηγουμένης Διασκέψεως πληρεξουσίων.

3. Ἡ ἡμερομηνία καὶ ὁ τόπος ἢ, τὸ ἓν μόνον ἐκ τῶν δύο, τῆς ἑπομένης διασκέψεως πληρεξουσίων, δύνανται νὰ τροποποιῶνται δι' ἀποφάσεως λαμβανομένης ὁμοφώνως ὑπὸ τῶν συμβαλλομένων χωρῶν.

4. Ἡ Διάσκεψις συγκαλεῖται ὑπὸ τῆς Διευθύνσεως τῆς χώρας ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῆς ὁποίας θὰ λάβῃ χώραν.

Ἄρθρον 4.

Ἐπιτροπαί.

1. Ἡ Ἐπιτροπὴ τῶν Ταχυδρομείων καὶ ἡ Ἐπιτροπὴ τῶν Τηλεπικοινωνιῶν ἔχουσι τὰς ἑξῆς ἁρμοδιότητας :

1) Νὰ πραγματεύωνται, ἐντὸς τῶν ὁρίων τῆς παρούσης Συμβάσεως καὶ ἑκάστη εἰς τὸν εἰδικόν της τομέα, τὰ ζητήματα τὰ συναφῆ μὲ τὰ Ταχυδρομεῖα καὶ τὰς Τηλεπικοινωνίας.

2) Νὰ προπαρασκευάζωσι τὰς κοινὰς προτάσεις καὶ νὰ συνιστῶσι αὐτὰς εἰς τὰς τρεῖς Διευθύνσεις ἵνα ὑποβάλωνται ὑπὸ τούτων, εἰς τὰ οἰκεῖα Συνέδρια καὶ Διασκέψεις.

2. Αἱ Ἐπιτροπαὶ τῶν Ταχυδρομείων καὶ τῶν Τηλεπικοινωνιῶν συνέρχονται τακτικῶς ἅπαξ τοῦ ἔτους εἰς τὸν αὐτὸν τόπον τὸν ὁρισθέντα ὑπὸ τῆς προηγουμένης συνελεύσεως τῆς οἰκείας Ἐπιτροπῆς. Ἡ καλοῦσα Διεύθυνσις καθορίζει τὴν ὁριστικὴν ἡμερομηνίαν.

Ἐν τούτοις, ἐν περιπτώσει ἀνάγκης, αἱ δύο Ἐπιτροπαὶ ἢ καὶ μία μόνον ἐξ αὐτῶν, δύνανται νὰ συνέρχονται εἰς τὸ μεταξὺ δύο τακτικῶν συνόδων διάστημα. Ἐν τῇ περιπτώσει ταύτῃ ὁ τόπος καὶ ἡ ἡμερομηνία τῶν συνόδων θὰ ὁρίζωνται ἀπὸ συμφώνου ὑπὸ τῶν συμβαλλομένων Διευθύνσεων.

Ἄρθρον 5.

Συμφωνίαι Ταχυδρομείων καὶ Τηλεπικοινωνιῶν.

1. Δύο συμφωνίαι, ἐξ ὧν ἡ μία διὰ τὰ Ταχυδρομεῖα καὶ ἡ ἄλλη διὰ τὰς Τηλεποκοινωνίας, προσαρτῶνται εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν.

2. Αἱ συμφωνίαι αὗται πραγματεύονται, ἀντιστοίχως, ζητήματα ἀναφερόμενα εἰς τὰς ταχυδρομικὰς ὑπηρεσίας καὶ ζητήματα σχετικὰ μὲ τὰς τηλεπικοινωνίας.

3. Αἱ συμφωνίαι ἀναθεωροῦνται ὑπὸ τῶν οἰκείων Ἐπιτροπῶν.

Ἄρθρον 6.

Γραμματεία.

1. Ἡ Γραμματεία τῶν συνελεύσεων ἐξασφαλίζεται ὑπὸ τῆς καλούσης Διευθύνσεως.

2. Τὰ καθήκοντα τῆς Γραμματείας εἶναι :

1) νὰ προπαρασκευάζῃ τὴν προσωρινὴν ἡμερησίαν διάταξιν τῶν συνελεύσεων τῆς Διασκέψεως καὶ τῶν Ἐπιτροπῶν βάσει τῶν προτάσεων τῶν ὑποβαλλομένων ὑπὸ τῶν ἐνδιαφερομένων μερῶν καὶ νὰ κοινοποιῇ τὴν ἡμερησίαν ταύτην διάταξιν εἰς τὰ μέλη τῆς Π.Β.Ε.

2) νὰ συντάσσῃ τὰ πρακτικὰ τῶν συζητήσεων καὶ νὰ κοινοποιῇ τὰς λαμβανομένας ἀποφάσεις κατὰ τὰς συνελεύσεις.

3) νὰ διαβιβάζῃ εἰς τὰ μέλη τῆς Π.Β.Ε. πάντα τὰ στοιχεῖα τὰ σχετικὰ μὲ τὰς Διασκέψεις καὶ τὰς Ἐπιτροπάς.

4) νὰ δίδῃ συνέχειαν εἰς τὰς αἰτήσεις πληροφοριῶν, αἵτινες ἤθελον ἀπευθυνθῇ εἰς αὐτὴν ὑπὸ μέλους τινὸς τῆς Π.Β.Ε.

5) ν' ἀσχολῆται μὲ πᾶσαν ἐργασίαν, μὲ τὴν ὁποίαν ἤθελεν ἐπιφορτισθῇ ὑπὸ τῆς Διασκέψεως ἢ τῶν Ἐπιτροπῶν.

Ἄρθρον 7.

Ἐσωτερικὸς κανονισμὸς τῶν Διασκέψεων καὶ συνελύεσων.

Ἑκάστη διάσκεψις πληρεξουσίων καὶ ἑκάστη συνέλευσις τῶν Ἐπιτροπῶν, καταρτίζει τὸν ἐσωτερικὸν αὐτῆς κανονισμὸν συμφώνως πρὸς τὸν ὁποῖον θὰ διεξάγωνται αἱ συζητήσεις καὶ αἱ ἐργασίαι, λαμβάνουσαι ὑπ' ὄψει τὰς ἀκολούθους διατάξεις :

1. Ἑκάστης συνελεύσεως προεδρεύει ὁ ἀρχηγὸς τῆς ἀντιπροσωπείας τῆς καλούσης χώρας.

2. Κατὰ τὰς συζητήσεις, ἕκαστον μέλος τῆς Π.Β.Ε. διαθέτει μίαν μόνον ψῆφον.

3. Αἱ ἀποφάσεις τῆς Διασκέψεως λαμβάνονται ὁμοφώνως.

4. Ἡ Διεύθυνσις τῶν Τ.Τ.Τ. ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῆς ὁποίας συνέρχεται μία συνέλευσις ἐπιφορτίζεται μὲ καθήκοντα καλούσης Διευθύνσεως. Αὕτη δύναται, ἐν συμφωνίᾳ μετὰ τῶν Διευθύνσεων μελῶν τῆς Π.Β.Ε., νὰ προσκαλῇ ἢ νὰ δέχηται ἀνεγνωρισμένας ἰδιωτικὰς ἐπιχειρήσεις ἀσχολουμένας μὲ προβλήματα τῶν Ταχυδρομείων ἢ τῶν Τηλεπικοινωνιῶν, ὅπως παρίστανται εἰς τὰς συνελεύσεις τῆς Π.Β.Ε., ὡς παρατηρηταί.

5. Ἐπίσημος γλῶσσα τῆς Π.Β.Ε., εἶναι ἡ γαλλική.

Εἰς αὐτὴν διεξάγονται αἱ συζητήσεις καὶ συντάσσονται τὰ ἔγγραφα.

6. Τὰ πρακτικὰ καὶ αἱ τελικαὶ Πράξεις τῶν συνελεύσεων δημοσιεύονται μερίμνῃ τῆς Διευθύνσεως τῆς χώρας ἔνθα λαμβάνουσι χώραν αἱ συνελεύσεις

7. Αἱ προτάσεις, αἵτινες πρόκειται νὰ ὑποβληθῶσι πρὸς ἐξέτασιν εἰς τὰς Διασκέψεις ἢ τὰς συνελεύσεις τῶν Ἐπιτροπῶν, κοινοποιοῦνται εἰς τὰς Διευθύνσεις Μέλη τῆς Π.Β.Ε., πρὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς συνελεύσεως εἰς τὴν ἡμερησίαν διάταξιν τῆς ὁποίας θὰ ἐγγραφῶσι. Ἐξαιρετικῶς, αἱ προτάσεις δύνανται νὰ ὑποβάλλωνται καὶ κατ' αὐτὴν ταύτην τὴν συνέλευσιν τοῦ οἰκείου ὀργάνου.

8. Πρὸς ὑπογραφὴν τῶν τελικῶν Πράξεων τῆς Διασκέψεως καὶ τῶν Ἐπιτροπῶν, οἱ ἀντιπρόσωποι δέον νὰ εἶναι δεόντως ἐξουσιοδοτημένοι.

Ἄρθρον 8.

Προσχώρησις εἰς τὴν Σύμβασιν.

Ἡ Κυβέρνησις χώρας τινός, ἥτις δὲν εἶναι Μέλος τῆς Π.Β.Ε., ἀλλὰ ἀνήκει εἰς τὴν περιοχὴν τῶν ὑπογραψασῶν χωρῶν, δύναται νὰ προσχωρήσῃ εἰς τὴν Σύμβασιν τῆς Π.Β.Ε. ὑπὸ τοὺς αὐτοὺς ὅρους καὶ μὲ τὰ αὐτὰ δικαιώματα, ὡς καὶ αἱ συμβαλλόμεναι χῶραι, ἀρκεῖ ὅπως ἡ προσχώρησις αὐτῆς ἐγκριθῇ ὁμοφώνως ὑπὸ τῶν συμβαλλομένων μερῶν.

Ἄρθρον 9.

Καταγγελία τῆς Συμβάσεως.

Πᾶν μέλος τῆς Π.Β.Ε., τὸ ὁποῖον ἐπεκύρωσε τὴν Σύμβασιν ἢ προσεχώρησε εἰς αὐτήν, ἔχει τὸ δικαίωμα, ὅπως καταγγείλῃ τὴν Σύμβασιν διὰ γνωστοποιήσεως

ἀπευθυνομένης διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ εἰς τὰ λοιπὰ συμβαλλόμενα μέρη.

Ἡ καταγγελία αὕτη, ἀρχεται ἰσχύουσα ἅμα τῇ ἐκπνοῇ περιόδου ἑνὸς ἔτους ἀπὸ τῆς ἡμέρας λήψεως τῆς γνωστοποιήσεως ὑπὸ τῶν λοιπῶν χωρῶν τῶν ὑπογραψασῶν τὴν Σύμβασιν.

Ἄρθρον 10.

Ἐπικύρωσις καὶ ἔναρξις ἰσχύος τῆς Συμβάσεως.

Ἡ παροῦσα Σύμβασις, τῆς ὁποίας τὸ εἰς τὴν γαλλικὴν κείμενον εἶναι ἐπικρατέστερον θέλει ἐπικυρωθῇ ὑφ' ἑκάστου τῶν συμβαλλομένων μερῶν τὰ δὲ ὄργανα ἐπικυρώσεως θέλουσι κατατεθῇ παρὰ τῇ Γραμματείᾳ τῆς Ἐπικρατείας τῆς Λαϊκῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαβίας εἰς Βελιγράδιον. Θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ ἕνα μῆνα μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν καταθέσεως τοῦ τελευταίου ὀργάνου ἐπικυρώσεως.

ΕΙΣ ΠΙΣΤΩΣΙΝ, οἱ πληρεξούσιοι τῶν κατωτέρω μνημονευομένων χωρῶν, ὑπέγραψαν τὴν παροῦσαν Σύμβασιν συντεταγμένην εἰς τρία ἀντίτυπα εἰς γαλλικὴν γλῶσσαν ἐξ ὧν ἓν ἀντίτυπον θέλει ἐπιδοθῇ εἰς ἑκάστην τῶν τριῶν ἀντιπροσωπειῶν.

Ἐγένετο ἐν Βελιγραδίῳ τῇ 19ῃ Μαρτίου χίλια ἐννεακόσια πεντήκοντα πέντε.

Διὰ τὸ Βασίλειον τῆς Ἑλλάδος :

ΣΤΑΥΡΟΣ ΚΑΦΙΡΗΣ

ΗΡΑΚΛΗΣ ΔΗΜΟΠΟΥΛΟΣ

Διὰ τὴν Τουρκικὴν Δημοκρατίαν :

ΕΓΙΟΥΜΠ ΣΑΜΠΡΗ ΑΡΣΕΡΙΜ

ΝΕΤΣΜΙ ΟΖΓΚΙΟΥΡ

Διὰ τὴν Λαϊκὴν Ὁμοσπονδιακὴν Δημοκρατίαν τῆς Γιουγκοσλαβίας :

ΒΛΑΔΙΜΗΡ ΣΕΝΚ

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ Ι

(ἰδὲ ἄρθρον 5)

Δυνάμει τοῦ ἄρθρου 5 τῆς ἐν Βελιγραδίῳ συναφθείσης τὴν 19ην Μαρτίου 1955, Περιωρισμένης Βαλκανικῆς Ἑνώσεως Ταχυδρομείων καὶ Τηλεπικοινωνιῶν, οἱ πληρεξούσιοι τῶν συμβαλλομένων Κυβερνήσεων συνῆψαν, κοινῇ συμφωνίᾳ καὶ ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν ἐπικυρώσεως, τὴν παροῦσαν

ΣΥΜΦΩΝΙΑΝ

ἀφορῶσαν τὴν Ταχυδρομικὴν Ὑπηρεσίαν.

Ἄρθρον Πρῶτον

1. Εἰς τὴν ἀμοιβαίαν ἀνταπόκρισιν τῶν συμβαλλομένων Διευθύνσεων τὰ συνήθη τέλη διὰ τὴν πρώτην μονάδα βάρους καὶ διὰ τὰς συμπληρωματικὰς μονάδας, τῶν ἀντικειμένων ἀλληλογραφίας, καθορίζονται εἰς τὰ 75]ο τῶν ἑκάστοτε ἐν ἰσχύϊ τελῶν διὰ τὴν ἀλληλογραφίαν Ἐξωτερικοῦ.

Τὸ αὐτὸ ἰσχύει δι' ὅ,τι ἀφορᾷ τὸ δικαίωμα συστάσεως, ἐπείγοντος καὶ ἀποδείξεως παραλαβῆς.

2. Ἐν περιπτώσει καθ' ἣν τὸ ἐσωτερικὸν τέλος μιᾶς τῶν συμβαλλομένων Χωρῶν εἶναι ἀνώτερον τοῦ διὰ τῆς παρούσης Συμφωνίας προβλεπομένου τέλους, ἐφαρμόζεται τὸ ἐσωτερικὸν τέλος εἰς τὰς σχέσεις μεταξὺ τῶν Χωρῶν τῆς Π.Β.Ε.

3. Ἑκάστη τῶν συμβαλλομένων Διευθύνσεων ἔχει τὴν εὐχέρειαν νὰ στρογγυλοποιῇ τὰ μειωμένα τέλη, ἐπὶ πλέον ἢ ἐπὶ ἔλαττον, κατὰ τὰς συνθήκας τοῦ νομισματικοῦ της συστήματος.

4. Αἱ συμβαλλόμεναι Διευθύνσεις θ' ἀνακοινῶσιν, ἀπ' εὐθείας πρὸς ἀλλήλας, τὰ ἰσοδύναμα τῶν εἰς ἐκτέλεσιν τῶν διατάξεων τῶν προηγουμένων παραγράφων, ἐφαρμοστέων τελῶν ἐπὶ τῶν ἀντικειμένων ἀλλ)φίας. Αἱ Διευθύνσεις θ' ἀνακοινῶσιν ἐπίσης πρὸς ἀλλήλας πᾶσαν μεταβολὴν τῶν ἰσοδυνάμων τούτων.

Ἄρθρον 2.

Αἱ συμβαλλόμεναι Διευθύνσεις θὰ ἀνακοινῶσι πρὸς ἀλλήλας, ἀπ' εὐθείας, τὰ πρόσθετα ἀεροπορικὰ τέλη καὶ πάσας τὰς μεταβολάς, αἵτινες ἤθελον ἐπενεχθῇ εἰς ταῦτα, καθὼς καὶ πληροφορίας σχετικὰς μὲ τὰς ἀεροπορικὰς γραμμὰς ἢ τὰ τμήματα τῶν τελευταίων τούτων, τὰς χρησιμοποιουμένας διὰ τὴν μεταφορὰν τῶν ἀεροπορικῶν ταχ)κῶν ἀποστολῶν.

Ἄρθρον 3.

1. Πρὸς τὸν σκοπὸν ἐπιταχύνσεως τῆς ἀποστολῆς καὶ τῆς ἀνταλλαγῆς τῶν Ταχυδρομείων, αἱ συμβαλλόμεναι Διευθύνσεις ἀναλαμβάνουσι τὴν ὑποχρέωσιν νὰ συντονίζωσι τὰς προσπαθείας των διὰ τὴν ἐγκατάστασιν, ἐν τῷ μέτρῳ τοῦ δυνατοῦ, συγκοινωνιακῶν ὁδῶν, ἐξασφαλιζουσῶν τὴν μεταφορὰν τοῦ Ταχυδρομείου ὑπὸ τοὺς πλέον εὐνοϊκοὺς ὅρους.

2. Ὁ συντονισμὸς οὗτος ἀφορᾷ τὰς σιδηροδρομικάς, τὰς θαλασσίας καὶ τὰς ἀεροπορικὰς μεταφοράς.

Ἄρθρον 4.

Αἱ Διευθύνσεις τῶν Χωρῶν-Μελῶν τῆς Π.Β.Ε. δύνανται νὰ συνεννοῶνται πρὸς ἔκδοσιν ἀναμνηστικῶν γραμματοσήμων ἢ ἄλλων Ταχυδρομικῶν ἀξιῶν ἐπ' εὐκαιρίᾳ γεγονότων, τὰ ὁποῖα, δύνανται νὰ παρουσιάζωσι κοινὸν ἐνδιαφέρον διὰ τὰς συμβαλλομένας Χώρας.

Ἄρθρον 5.

Αἱ συμβαλλόμεναι Διευθύνσεις θὰ καταβάλλωσιν ὅλως ἰδιαιτέραν προσοχὴν εἰς τὴν δυνατότητα πραγματοποιήσεως, ὅσον τὸ δυνατὸν στενωτέρας συνεργασίας μεταξὺ τῶν Ταχυδρομικῶν των Ὑπηρεσιῶν. Πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον θ' ἀνακοινῶσι πρὸς ἀλλήλας κατόπιν αἰτήσεως ἢ ὑπὸ τύπον πληροφοριακὸν πᾶσαν ὠφέλιμον πληροφορίαν καὶ πᾶσαν καινοτομίαν παρουσιάζουσαν ἐνδιαφέρον διὰ τὰ λοιπὰ συμβαλλόμενα Μέρη.

Διὰ τὴν μελέτην ὡρισμένων ζητημάτων τεχνικῶν, ἐκμεταλλεύσεως ἢ ἄλλων, δύνανται νὰ συνιστῶνται συμβουλευτικαὶ ἐπιτροπαί, συντιθέμεναι ἀπὸ εἰδικοὺς ὑπαλλήλους τῶν Ταχυδρομικῶν Διευθύνσεων.

Ἄρθρον 6.

Εἰς τὰς ἀμοιβαίας των σχέσεις, τὰ Ταχυδρομικὰ Γραφεῖα τ' ἀνήκοντα εἰς τὰς συμβαλλομένας Διευθύνσεις, θὰ μεταχειρίζωνται τὴν Γαλλικὴν Γλῶσσαν ὡς Γλῶσσαν ἐργασίας, καὶ θὰ χρησιμοποιῶσι τ' ἀντίστοιχα ἔντυπα τὰ καθοριζόμενα διὰ τὴν Διεθνῆ Ταχυδρομικὴν Ὑπηρεσίαν.

Ἄρθρον 7.

1. Αἱ λεπτομέρειαι τεχνικῆς φύσεως ἐπὶ τῆς ἀνταλλαγῆς τῶν Ταχυδρομικῶν ἀποστολῶν εἰς τὰ σύνορα μεταξὺ τῶν Ταχυδρομικῶν Ὑπηρεσιῶν, αἱ ὁποῖαι λαμβάνουν μέρος εἰς τὴν ἀνταλλαγὴν ταύτην, δέον νὰ ρυθμίζωνται μεταξὺ τῶν ἐνδιαφερομένων συμβαλλομένων Διευθύνσεων. Πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον δύνανται νὰ συνίστανται εἰδικαὶ συμφωνίαι.

2. Αἱ συμφωνίαι αὗται ὑπόκεινται εἰς τὴν μεταγενεστέραν ἔγκρισιν τῆς Ἐπιτροπῆς Ταχυδρυμείων κατὰ τὴν ἐπομένην πρώτην σύνοδόν της.

3. Ὁσάκις τοιαῦται Συμφωνίαι συνάπτωνται μεταξὺ δύο μόνον ἐκ τῶν συμβαλλομένων Διευθύνσεων, ἀντίγραφον τῶν πράξεων τούτων κοινοποιεῖται ἄνευ καθυστερήσεως εἰς τὰς λοιπὰς Διευθύνσεις- Μέλη τῆς Π.Β.Ε.

Ἄρθρον 8.

Αἱ διατάξεις περὶ μειώσεως τῶν τελῶν αἱ προβλεπόμεναι εἰς τὸ πρῶτον ἄρθρον τῆς παρούσης Συμφωνίας θὰ ἰσχύσωσι τρεῖς μῆνας μετὰ τὴν ἔναρξιν ἰσχύος τῆς συμβάσεως τῆς Π.Β.Ε.

Ἐγένετο ἐν Βελιγραδίῳ τὴν 19 Μαρτίου 1955.

Διὰ τὸ Βασίλειον τῆς Ἑλλάδος

Η. ΔΗΜΟΠΟΥΛΟΣ

Διὰ τὴν Τουρκικὴν Δημοκρατίαν

ΕΓΙΟΥΠ ΣΑΜΠΡΗ ΑΡΣΕΡΙΜ

Διὰ τὴν Ὁμοσπονδιακὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν

Τῆς Γιουγκοσλαβίας

ΒΛΑΔΙΜΗΡ ΣΕΝΚ.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 2.

(ἰδὲ ἄρθρον 5)

Οἱ ὑπογεγραμμένοι ἀντιπρόσωποι τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος, τῆς Τουρκικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Ὁμοσπονδιακῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαβίας, συνελθόν-

τες εἰς Διάσκεψιν ἐν Βελιγραδίῳ, συνῆψαν, τὴν 19 Μαρτίου 1955, κοινῇ συμφωνίᾳ τὴν παροῦσαν ΣΥΜΦΩΝΙΑΝ ἀφορῶσαν τὴν Ὑπηρεσίαν Τηλεπικοινωνιῶν.

Ἄρθρον 1.

Αἱ χῶραι -Μέλη τῆς Π.Β.Ε. θὰ προσπαθήσωσι νὰ ἐγκαταστήσωσι μεταξὺ των τηλεγραφικὰ καὶ τηλεφωνικὰ κυκλώματα ἐπαρκῆ, τόσον εἰς ἀριθμὸν ὅσον καὶ εἰς ποιότητα, διὰ τὴν ἀνταλλαγὴν τῆς τελικῆς μεταξύ των τηλεγραφικῆς καὶ τηλεφωνικῆς ἀνταποκρίσεως καὶ τῆς διαβατικῆς τοιαύτης καταγωγῆς ἢ προορισμοῦ τῶν χωρῶν τῆς Ἑνώσεως καὶ περιπτώσεως τυχούσης, τῶν πέραν αὐτῶν χωρῶν.

Ἄρθρον 2.

Ἡ Τηλεγραφικὴ καὶ Τηλεφωνικὴ ἀνταπόκρισις τῶν Χωρῶν -Μελῶν τῆς Ἑνώσεως προοριζομένη διὰ Χώρας μὴ Μέλη καθὼς καὶ ἡ Τηλεγραφικὴ καὶ Τηλεφωνικὴ ἀνταπόκρισις καταγωγῆς χωρῶν μὴ Μελῶν καὶ προορισμοῦ χωρῶν Μελῶν τῆς Ἑνώσεως, δέον, ἐν περιπτώσει ἴσου καὶ ἐν τῷ μέτρῳ τοῦ δυνατοῦ, νὰ διοχετεύεται διὰ τῶν ὁδῶν ἐπικοινωνίας τῶν χωρῶν Μελῶν τῆς Ἑνώσεως.

Ἄρθρον 3.

1. Πρὸς τὸν σκοπὸν ὑποθάλψεως τῆς ἀναπτύξεως τῆς Τηλεγραφικῆς καὶ Τηλεφωνικῆς κινήσεως, αἱ Χῶραι τῆς Π.Β.Ε. θὰ προσπαθήσωσι νὰ καθορίσωσι, εἰς τὰς ἀμοιβαίας αὐτῶν σχέσεις, τιμολόγια ὅσον τὸ δυνατὸν μειωμένα, ἐμπνεόμενα ἀπὸ τὴν παράγραφον 3 τοῦ ἄρθρου 1 τῆς Συμβάσεως τῆς Π.Β.Ε.

Τὰ μειωμένα τιμολόγια, περιεχόμενα εἰς τὸ παράρτημα τῆς παρούσης Συμφωνίας, θὰ ἐφαρμοσθῶσι, τὸ ἐνωρίτερον δυνατὸν καὶ ἐν πάσῃ περιπτώσει ἀπὸ τῆς 1ης Ἰανουαρίου τοῦ ἔτους τὸ ὁποῖον ἕπεται ἐκείνου τῆς κυρώσεως τῆς Συμβάσεως τῆς Π.Β.Ε.

Ἄρθρον 4.

1. Αἱ Διευθύνσεις Μέλη τῆς Π.Β.Ε. συμφωνοῦσι νὰ διακανονίζωσι τοὺς τηλεγραφικοὺς καὶ τηλεφωνικοὺς λογαριασμοὺς ἐπὶ τῇ βάσει τοῦ ἀριθμοῦ τῶν ἀνταλλαγέντων τηλεγραφημάτων ἢ τῶν πραγματοποιηθεισῶν τηλεφωνικῶν συνδιαλέξεων μεταξὺ τῶν συμβαλλομένων χωρῶν, ἑκάστου τηλεγραφήματος ἢ ἑκάστης τηλεφωνικῆς συνδιαλέξεως, λογιζομένου ὡς περιλαμβάνοντος τὸν μέσον ὅρον λέξεων ἢ πρώτων λεπτῶν, τὸν προκύπτοντα ἐκ στατιστικῶν καταρτιζομένων ἑκατέρωθεν.

2. Αἱ στατιστικαί, προοριζόμεναι διὰ τὸν καθορισμὸν τοῦ μέσου ὅρου τῶν λέξεων κατὰ τηλεγράφημα ἢ τοῦ μέσου ὅρου πρώτων λεπτῶν κατὰ τηλεφωνικὴν συνδιάλεξιν, ἀνάγονται εἰς χρονικὴν περίοδον εἴκοσι ὀκτὼ ἡμερῶν δὶς τοῦ ἔτους ἤτοι : τῶν εἴκοσι ὀκτὼ πρώτων ἡμερῶν τοῦ μηνὸς Ματου καὶ τῶν εἴκοσι πρώτων ἡμερῶν τοῦ μηνὸς Ὀκτωβρίου, ἀδιαφόρως τῆς ὁδοῦ δι' ἧς ἐλήφθησαν τὰ τηλεγραφήματα ἢ ἐπραγματοποιήθησαν αἱ τηλεφωνικαὶ συνδιαλέξεις μετὰ τῆς συμβαλλομένης Χώρας. Αἱ στατιστικαὶ αὗται δέον νὰ καταρτίζωνται παρὰ τῆς Διευθύνσεως Προορισμοῦ καὶ νὰ ἐγκρίνωνται παρὰ τῆς Διευθύνσεως καταγωγῆς καὶ τῆς διαβατικῆς Διευθύνσεως.

3. Πρὸς καθορισμὸν τοῦ μέσου ὅρου τῶν κατὰ τηλεγράφημα λέξεων διαιρεῖται ὁ συνολικὸς ἀριθμὸς τῶν πραγματικῶν λέξεων τῶν τηλεγραφημάτων διὰ τοῦ ἀριθμοῦ τῶν ληφθέντων τηλεγραφημάτων τῆς θεωρημένης χώρας κατὰ τὴν προρηθεῖσαν περίοδον, τοῦ ἀριθμοῦ λέξεων τῶν ἐπειγόντων τηλεγραφημάτων λογιζομένου εἰς τὸ διπλάσιον καὶ τῶν τηλεγραφημάτων τύπου καὶ ἐπιστολικῶν εἰς τὸ ἥμισυ.

4. Πρὸς καθορισμὸν τοῦ μέσου ὅρου πρώτων λεπτῶν κατὰ τηλεφωνικὴν συνδιάλεξιν διαιρεῖται ὁ συνολικὸς ἀριθμὸς τῶν πρώτων λεπτῶν διὰ τοῦ συνολικοῦ ἀριθμοῦ τῶν πραγματοποιηθεισῶν συνδιαλέξεων μετὰ τῆς ἀνταποκρινομένης χώρας κατὰ τὴν αὐτὴν περίοδον.

Αἱ δι' οἱονδήποτε λόγον μὴ πραγματοποιηθεῖσαι συνδιαλέξεις δὲν εἰσέρχονται εἰς τοὺς λογαριασμούς. Τὰ τυχὸν εἰσπραχθέντα τέλη παραμένουσιν εἰς ὄφελος τῆς Διευθύνσεως καταγωγῆς.

5. Οἱ οὕτω πως εὑρεθέντες μέσοι ὅροι θὰ στρογγυλοποιοῦνται εἰς ἀκέραιον ἀριθμὸν πρὸς τὰ ἄνω ἢ πρὸς τὰ κάτω, ἐὰν τὸ κλάσμα εἶναι μεγαλύτερον ἢ μικρότερον τοῦ ἡμίσεως τῆς μονάδος ἀντιστοίχως.

6. Οἱ οὕτω πως εὑρεθέντες μέσοι ὅροι χρησιμεύουσι διὰ τὸν καταρτισμὸν τῶν λογαριασμῶν μέχρις ἀναθεωρήσεως.

7. Διὰ πολλαπλασιασμοῦ τοῦ ἀριθμοῦ τῶν τηλεγραφημάτων ἐπὶ τὸν μέσον ὅρον τοῦ ἀριθμοῦ τῶν λέξεων εὑρίσκεται, διὰ τὸν θεωρούμενον μῆνα, ὁ ὁλικὸς ἀριθμὸς τῶν λέξεων, ὁ ὁποῖος πρέπει τότε νὰ πολλαπλασιασθῇ ἐπὶ τὸν ἀριθμὸν τὸν δηλοῦντα τὸ ἀντίστοιχον τελικὸν ἢ διαβατικὸν τέλος.

8. Ἑκάστη ἐπείγουσα τηλεφωνικὴ συνδιάλεξις ὡς δύο καὶ ἑκάστη ὑπερεπείγουσα συνδιάλεξις ὡς τρεῖς συνδιαλέξεις.

9. Τὰ ἀνταλλακτήρια Γραφεῖα θὰ ἀνακοινῶσι πρὸς ἄλληλα καθ' ἑκάστην τὸν ἀριθμὸν τῶν ἀποσταλέντων κατὰ τὴν προτεραίαν τηλεγραφημάτων καὶ τὸν συνολικὸν ἀριθμὸν τῶν διεξαχθεισῶν τηλεφωνικῶν συνδιαλέξεων, κατὰ κατηγορίας.

Ἄρθρον 5.

Ὁ διακανονισμὸς τῶν λογαριασμῶν, τῶν ἀναφερομένων εἰς τὴν τηλεγραφικὴν καὶ τηλεφωνικὴν ἀνταπόκρισιν τῶν συμβαλλομένων Διευθύνσεων, ἐπὶ τῇ βάσει τῆς παρούσης Συμφωνίας, ἔχει ἐφαρμογὴν κανονικῶς ἀπὸ τῆς 1ης Ἰανουαρίου τοῦ ἔτους, τὸ ὁποῖον ἕπεται ἐκείνου κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ ὁποίου γίνεται ὁ καθορισμὸς τῶν ἀντιστοίχων μέσων ὅρων.

Ἄρθρον 6.

Ἡ παροῦσα συμφωνία δὲν ἀφορᾷ τὰς Τηλεγραφικὰς καὶ Τηλεφωνικὰς ἀνταποκρίσεις καταγωγῆς ἢ προορισμοῦ ἄλλων χωρῶν ἐκτὸς τῶν συμβαλλομένων τοιούτων.

Διὰ τὰς τοιαύτας ἀνταποκρίσεις ἔχουσιν ἐφαρμογὴν τὰ τέλη καθὼς καὶ ἡ ἀντίστοιχος διαδικασία, ἡ προβλεπομένη παρὰ τοῦ ἐν ἰσχύϊ Διεθνοῦς Τηλεγραφικοῦ καὶ Τηλεφωνικοῦ Κανονισμοῦ.

Ἐγένετο ἐν Βελιγραδίῳ τῇ 19ῃ Μαρτίου 1955

Διὰ τὸ Βασίλειον τῆς Ἑλλάδος :

Σ. ΚΑΦΙΡΗΣ

Διὰ τὴν Τουρκικὴν Δημοκρατίαν :

ΝΕΤΣΜΙ – ΟΖΓΚΙΟΥΡ

Διὰ τὴν Ὁμοσπονδιακὴν Λαικὴν Δημοκρατίαν τῆς Γιουγκοσλαβίας.

ΒΛΑΔΙΜΗΡ ΣΕΝΚ

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ

Τῆς ἀφορώσης τὴν ὑπηρεσίαν τῶν Τηλεπικοινωνιῶν προσηρτημένης Συμφωνίας εἰς τὴν Σύμβασιν τῆς Π.Β.Ε.

Αἱ ἀντιπροσωπεῖαι τῶν τριῶν Χωρῶν ἐξετάσασαι τὰ ἰσχύοντα μεταξὺ αὐτῶν τηλεγραφικὰ καὶ τηλεφωνικὰ τέλη, ὑπὸ τὴν ἔννοιαν τοῦ ἄρθρου 3 τῆς Συμφωνίας, ἀπεφάσισαν νὰ ἐφαρμόσωσι τὰ κάτωθι τέλη :

ΤΗΛΕΓΡΑΦΙΚΑ ΤΕΛΗ

ΕΛΛΑΣ :

α) Τελικὰ τέλη

Διὰ τὰς μετὰ τῆς Τουρκίας διαμειβομένας ἀντ)σεις.....	8.0 cts
Διὰ τὰς μετὰ τῆς Γιουγκοσλαβίας διαμειβομένας ἀντ)σεις	8.0 cts

β) Διαβατικὰ τέλη

Διὰ τὰς μεταξὺ Τουρκίας καὶ Γιουγκοσλαβίας διαμειβομένας ἀντ)σεις	5.0 cts

ΤΟΥΡΚΙΑ :

α) Τελικὰ τέλη :

Διὰ τὰς μεταξὺ Ἑλλάδος καὶ Εὐρωπαϊκῆς Τουρκίας διαμειβομένας ἀντ)σεις	8.0 cts
Μεταξὺ Ἑλλάδος καὶ Ἀσιατικῆς Τουρκίας...	12.0 cts
Διὰ τὰς μετὰ τῆς Γιουγκοσλαβίας διαμειβομένας ἀντ)σεις	12.0 cts

ΓΙΟΥΓΚΟΣΛΑΒΙΑ :

α) Τελικὰ τέλη

Διὰ τὰς μετὰ τῆς Ἑλλάδος διαμειβομένας ἀντ)σεις.....	8.0 cts

Διὰ τὰς μετὰ τῆς Τουρκίας διαμειβομένας ἀντ)σεις..... 8.0 cts

ΤΗΛΕΦΩΝΙΚΑ ΤΕΛΗ

ΕΛΛΑΣ :

α) Τελικὰ τέλη

Διὰ τὰς μετὰ τῆς Τουρκίας διεξαγομένας συνδιαλέξεις ..... 2.0 Frs.or
Διὰ τὰς μετὰ τῆς Γιουγκοσλαβίας διεξαγομένας συνδιαλέξεις ..... 2.0 Frs.or

β) Διαβατικὰ τέλη

Διὰ τὰς μεταξὺ Τουρκίας καὶ Γιουγκοσλαβίας διαμειβομένας συνδιαλέξεις ..... 1.60 Frs.or

ΤΟΥΡΚΙΑ :

α) Τελικὰ τέλη

Διὰ τὰς μετὰ τῆς Ἑλλάδος διεξαγομένας συνδιαλέξεις ..... 2.0 Frs.or
Διὰ τὰς μετὰ τῆς Γιουγκοσλαβίας διεξαγομένας συνδιαλέξεις μέσῳ Ἑλλάδος..... 2.55 Frs.or
μέσῳ Βουλγαρίας..... 2.15 Frs.or

ΓΙΟΥΓΚΟΣΛΑΒΙΑ :

α) Τελικὰ τέλη

Διὰ τὰς μετὰ τῆς Ἑλλάδος διεξαγομένας συνδιαλέξεις..... 2.0 Frcs.or
Διὰ τὰς μετὰ τῆς Τουρκίας διεξαγομένας συνδιαλέξεις μέσῳ Ἑλλάδος..... 2.55 Frcs.or
μέσῳ Βουλγαρίας..... 2.15 Frcs.or

Ἐγένετο ἐν Βελιγραδίῳ τῇ 19ῃ Μαρτίου 1955

Διὰ τὸ Βασίλειον τῆς Ἑλλάδος

Σ. ΚΑΦΙΡΗΣ

Διὰ τὴν Τουρκικὴν Δημοκρατίαν

ΝΕΤΣΜΙ ΟΖΓΚΙΟΥΡ

Διὰ τὴν Ὁμοσπονδιακὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Γιουγκοσλαβίας

ΒΛΑΔΙΜΗΡ ΣΕΝΚ

(2)

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ὑπ' ἀριθ. 3584

Περὶ κυρώσεως τῶν ἐν Καΐρῳ ὑπογραφεισῶν τὴν 21ην Μαΐου 1953 Συμφωνιῶν Ἐμπορίου καὶ πληρωμῶν μετὰ τῆς Αἰγύπτου.

ΠΑΥΛΟΣ

ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψει τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 35 τοῦ Συντάγματος καὶ τὴν ἀπὸ 4 Σεπτεμβρίου 1956 σύμφωνον γνώμην τῆς κατὰ τὴν παράγραφον 2 τοῦ αὐτοῦ ἄρθρου 35 Εἰδικῆς Ἐπιτροπῆς ἐκ Βουλευτῶν, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον μόνον.

Κυροῦνται αἱ ἐν Καΐρῳ ὑπογραφεῖσαι τὴν 19ην Ἀπριλίου 1953 Συμφωνίαι Ἐμπορίου καὶ Πληρωμῶν μεταξὺ τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Αἰγύπτου, ὧν τὸ κείμενον ἕπεται ἐν Γαλλικῷ πρωτοτύπῳ καὶ Ἑλληνικῇ μεταφράσει.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 13 Ὀκτωβρίου 1956

ΠΑΥΛΟΣ
Β.

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΤΑ ΜΕΛΗ

Δ. ΧΕΛΜΗΣ, Ε. ΑΒΕΡΩΦ - ΤΟΣΙΤΣΑΣ, Κ. ΠΑΠΑΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΥ, Δ. ΜΑΚΡΗΣ, Λ. Π. ΤΣΑΛΔΑΡΗ, Λ. ΜΠΟΥΡΝΙΑΣ, Κ. ΤΣΑΤΣΟΣ, Δ. ΔΑΒΑΚΗΣ, Ν. ΑΘΑΝΑΣΙΟΥ, Δ. ΑΛΙΠΡΑΝΤΗΣ, Ν. ΜΑΡΤΗΣ, Χ. ΚΑΡΑΠΙΠΕΡΗΣ, Τ. ΤΡΙΑΝΤΑΦΥΛΛΑΚΟΣ, Ι. ΨΑΡΡΕΑΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 13 Ὀκτωβρίου 1956

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

Κ. ΠΑΠΑΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΥ

ACCORD CONMMERCIAL

ENTRE LE GOUVERNEMENT ROYAL DE GRECE

ET LE GOUVERNEMENT ROYAL D'EGYPTE

Le Gouvernement Royal de Grèce et le Gouvernement Royal d'Egypte animes du désir de developper leurs echanges commerciaux et tenant compte des stipulations de l'arrangement commercial provisoire de 1930 sont convenus de ce qui suit.

Article 1.

Le Gouvernement Royal de Grece et le Gouvernement Royal d'Egypte s accorderont mutuellement la clause de la nation la plus favorisée en ce qui concerne les droits de douane, d'accise, de quai et toutes les formalités qui s'y réfèrent.

Article 2.

Les deux parties s'engagent mutuellement à accorder les licences d'importation et d'exportation pour leurs marchandises dans le cadre de leurs réglements on vigueur.

Article 3.

Les paiements concernant les transactions commerciales conclues en conformité avec les dispositions du présent accord, seront réglés selon les stipulations de l'acccord de paiement signé en date de ce jour.

Article 4.

Les transactions commerciales de troc ne seront autorisées qu'après l'accord préalable des autorités compétentes des deux pays.

Article 5.

Les marchandises importées par l'une des deux parties contractantes ne peuvent être réexportées vers les pays tiers qu'après l'accord préalable des autorités competentes des deux pays.

Article 6.

Les deux parties contractantes sont d'accord pour créer une Commission Mixte qui se réunira à la demande de l'une d'elles pour veiller à la bonne marche de l'accord et résoudre les difficultés qui pourraient se présenter dans l'exécution de l'accord de paiement.

Article 7.

Le présent accord entrera en vigueur le jour de sa signature et peut être dénoncé en tout temps sous préavis de trois mois.

Pour le Gouvernement Royal de Grèce
Signé MICHEL C . MELAS

Pour le Gouvernement Royal d'Egypte
Signé MAHMOUD FAWZI

ACCORD
DE PAIEMENT ENTRE LE ROYAUME DE GRECE ET L'EGYPTE

Dans le but de régulariser les paiements pour les marchandises et les paiements courants décrits dans la liste annexée entre la Grèce et l'Egypte, le Gouvernement de Grèce d'une part et le Couvernement Royal Egyptien d'autre partont convenu ce qui suit:

Article 1

Tous les paiements autorisés entre les deux peys seront effectués en livres Egyptiennes.

A cet effet, la National Bank of Egypt agissant pour le compte du Gouvernement Egyptien ouvrira au nom de la Banque de Grèce agissant pour le compte de Gouvernement de Grèçe un compte en livres égyptiennes denommé «Collector Account». Les Paiements autorisés entre l'Egypte et la Grèce seront effectués par le canal du «Colletor Account» et ce suivant la procédure que la National Bank of Egypt et la Banque de Crèce établiront de commun accord.

Article 2.

Les solde du «Collector Account» ne sera pas productif d'intérêts, et pourra être débiteur jusqu'à un plafond maximum de L. Eg. 250.000.

Article 3.

Dans le cas d'une dévaluation du cours de la livre égyptienne par rapport au dollar U.S.A., le Gouvernement Egyptien ajustera le solde du «Collector Account» à la date de la dévaluations en proportion de la variation intervenue.

Article 4.

A l'expiration du présent accord, le solde du «Collector Account» sera utilisé pour l'achat de marchandises ou pour effectuer des paiements courants prévus dans la liste annexée suivant les dispositions de cet accord.

Article 5.

Tous les paiements mentionnés à l'article 1 seront effectués dans les limites des règlements du Contrôle des Changes en vigueur en Egypte et en Grèçe.

Article 6.

Les parties contractantes re - examineront éventuellement les provisions du présent Accord pour les faire concorder avec les modifications requises par l'adhesion de l'une des deux parties à des conventions financières internationales.

Article 7.

Les présent accord entrera en vigueur le jour de sa signature. Il peut être dénoncé en tout temps sous préavis de trois mois.

Pour le Gouvernement Royal de Grèce — Pour le Gouvernement Royal D'Egypte;

Signé.. MICHEL C. MELAS — Signé MAHMOUT FAWZI

LISTE
PAIEMENTS COURANTS

1, Les réglements des marchandises, y compris les frais accessoires.

2, Services, aides et frais de voyage et de tourisme.

3. Redevances d'exploitation, droits et redevances de brevets, licences, marques de fabrique.

4. Taxes, honoraires, frais légaux.

5. Assurances et réassurances (primes et indemnitést.

6. Frais de transport et de transbordement.

7. Frais de transport maritime de compagnies maritimes Egyptiennes et grecques.

8. Frais des représentations Consulaires et Diplomatiques.

9. Tous autres paiements avec l'aecord préalable des deux pays.

10. Bunkering, ravitaillement et droits de port.

Ministère
des
Affaires Etrangères
Direction du Protocole — Le Caire, le 19 Avril 1955,

Monsieur le Président,

Au cours des pourparlers engagés au sujet de la conclusion de l'Accord de Commerce et l'Accord de Paiement entre l'Egypte et la Grèce il a été convenu ce qui suit :

La clause de la Nation la plus favorisée prévue par l'accord de commerce entre les deux pays sera appliquée sur la base d'une complète réciprocité à l'exception du traitement spécial accordé ou qui sera accordé par le Gouvernement Royal d'Egypte aux pays arabes suivants :

Arabie – Seoudite – Syrie – Liban – Transjordanie – Irak – Yemen – Et Libye.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

Président de la
Délégation Egyptienne :
S. Aboul Fetouh

S.E. Monsieur Michel C. Mélas
Ambassadeur de Grèce et
Président de la Délégation Hellénique
Le Caire

Le Caire, le 19 avril 1953.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur d' accuser réccption de la lettre que vous avez bien voulu m'adresser en date de ce jour et dont la teneur est la suivante :

«Au cours des puorparlers engagés au sujet de la conclusion de l'Accord de Commerce et l'Accord de Paiements entre l'Egypte et la Grece il a été convenu ce qui suit :

La clause de la Nation la plus favorisée prévue par l'accord commercial entre les deux pays sera appliquée sur la base d'une complète réciprocité à l'exception du traitement spécial accordé ou qui sera accordé par le Gouvernement Royal d'Egypte aux pays arabes suivants

Arabie Seoudite, Syrie, Liban, Transjordanie, Irak, Yemen et Libye.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération».

J'ai l'honneur de vous informer que le Gouverne-

ment Royal Hellénique est d'accord avec le contenu de la lettre ci-dessus.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

M. C. MELAS
Ambassadeur de Grèce
Président de la Délégation
Commerciale Hellénique

Son Excellence
Monsieur le Président de la
Délégation Commerciale Egyptienne
Le Caire

ΕΜΠΟΡΙΚΗ ΣΥΜΦΩΝΙΑ ΜΕΤΑΞΥ ΤΗΣ ΒΑΣΙΛΙΚΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ ΚΑΙ ΤΗΣ ΒΑΣΙΛΙΚΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ ΤΗΣ ΑΙΓΥΠΤΟΥ

Ἡ Βασιλικὴ Κυβέρνησις τῆς Ἑλλάδος καὶ ἡ Βασιλικὴ Κυβέρνησις τῆς Αἰγύπτου ἐμφορούμεναι ὑπὸ τῆς ἐπιθυμίας τῆς ἀναπτύξεως τῶν ἐμπορικῶν των συναλλαγῶν, καὶ λαβοῦσαι ὑπ' ὄψει τοὺς ὅρους τῆς προσωρινῆς ἐμπορικῆς Συμφωνίας τοῦ 1930, συνεφώνησαν τ' ἀκόλουθα :

Ἄρθρον 1.

Ἡ Βασιλικὴ Κυβέρνησις τῆς Ἑλλάδος καὶ ἡ Βασιλικὴ Κυβέρνησις τῆς Αἰγύπτου θὰ παραχωρήσουν ἀμοιβαίως τὴν ρήτραν τοῦ μᾶλλον εὐνοουμένου Κράτους εἰς ὅ,τί ἀφορᾷ τοὺς δασμούς, τὴν ἐσωτερικὴν φορολογίαν, τὰ δικαιώματα προκυμαίας, καὶ τὰς εἰς ταῦτα ἀναφερομένας σχετικὰς διατυπώσεις.

Ἄρθρον 2.

Τὰ δύο συμβαλλόμενα μέρη ἀναλαμβάνουν ἀμοιβαίως τὴν ὑποχρέωσιν νὰ χορηγοῦν τὰς ἀδείας εἰσαγωγῆς καὶ ἐξαγωγῆς τῶν ἐμπορευμάτων των ἐντὸς τοῦ πλαισίου τῶν εἰς ταῦτα ἰσχυόντων κανονισμῶν.

Ἄρθρον 3.

Αἱ πληρωμαί, αἱ ἀφορῶσαι εἰς τὰς ἐμπορικὰς συναλλαγὰς τὰς συναπτομένας συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης συμφωνίας, θὰ διακανονισθοῦν συμφώνως πρὸς τοὺς ὅρους τῆς συμφωνίας πληρωμῶν τῆς ὑπογραφείσης σήμερον.

Ἄρθρον 4.

Αἱ ἐμπορικαὶ πράξεις ἰδιωτικῶν ἀνταλλαγῶν δὲν θὰ ἐπιτραπῶσιν εἰμὴ κατόπιν προηγουμένης συμφωνίας τῶν ἁρμοδίων ἀρχῶν τῶν δύο χωρῶν.

Ἄρθρον 5.

Τὰ εἰσαγόμενα ἐμπορεύματα ὑπὸ ἑνὸς τῶν δύο συμβαλλομένων μερῶν δὲν δύναται νὰ ἐπανεξαχθοῦν εἰς τρίτας χώρας εἰμὴ κατόπιν προηγουμένης συμφωνίας τῶν ἁρμοδίων ἀρχῶν τῶν δύο χωρῶν.

Ἄρθρον 6.

Τὰ δύο συμβκλλόμενα μέρη συμφωνοῦν διὰ τὴν συγκρότησιν μιᾶς μικτῆς Ἐπιτροπῆς, ἥτις θὰ συνέλθῃ τῇ αἰτήσει τοῦ ἑνὸς ἐξ αὐτῶν, πρὸς παρακολούθησιν τῆς καλῆς πορείας τῆς συμφωνίας καὶ ἄρσιν τῶν δυσχερειῶν, αἵτινες θὰ ἠδύναντον νὰ παρουσιασθοῦν κατὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῆς συμφωνίας πληρωμῶν.

Ἄρθρον 7.

Ἡ παροῦσα συμφωνία θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ τὴν ἡμέραν τῆς ὑπογραφῆς της, δύναται δὲ νὰ καταγγελθῇ ὁποτεδήποτε κατόπιν προειδοποιήσεως τριῶν μηνῶν.

Διὰ τὴν Βασιλικὴν Κυβέρνησιν τῆς Ἑλλάδος
Ὑπ. ΜΙΧΑΗΛ ΜΕΛΑΣ

Διὰ τὴν Βασιλικὴν Κυβέρνησιν τῆς Αἰγύπτου
Ὑπ. MAHMOUD FAWZI

ΣΥΜΦΩΝΙΑ ΠΛΗΡΩΜΩΝ ΜΕΤΑΞΥ ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ ΚΑΙ ΤΗΣ ΑΙΓΥΠΤΟΥ

Ἐπὶ τῷ τέλει τῆς ρυθμίσεως τῶν μεταξὺ Ἑλλάδος καὶ Αἰγύπτου πληρωμῶν διὰ τὰ ἐμπορεύματα καὶ τῶν τρεχουσῶν πληρωμῶν τῶν ἀναφερομένων εἰς τὸν συνημμένον πίνακα, ἡ Βασιλικὴ Κυβέρνησις τῆς Αἰγύπτου ἀφ' ἑνὸς καὶ ἡ Βασιλικὴ Κυβέρνησις τῆς Ἑλλάδος ἀφ' ἑτέρου συνωμολόγησαν τὰ κάτωθι :

Ἄρθρον 1.

Ἅπασαι αἱ ἐπιτρεπόμεναι πληρωμαὶ μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν θὰ διενεργῶνται εἰς αἰγυπτιακὰς λίρας.

Ἐπὶ τούτῳ ἡ Ἐθνικὴ Τράπεζα τῆς Αἰγύπτου ἐνεργοῦσα διὰ λογαριασμὸν τῆς Αἰγυπτιακῆς Κυβερνήσεως, θ' ἀνοίξῃ ἐπ' ὀνόματι τῆς Τραπέζης τῆς Ἑλλάδος, ἐνεργούσης διὰ λογαριασμὸν τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως, ἕνα λογαριασμὸν εἰς αἰγυπτιακὰς λίρας ὑπὸ τὸν τίτλον «κολλέκτορ ἀκάουντ». Αἱ ἐπιτρεπόμεναι πληρωμαὶ μεταξὺ Αἰγύπτου καὶ Ἑλλάδος θὰ διενεργῶνται μέσῳ τοῦ ἐν λόγῳ λογαριασμοῦ, καὶ κατὰ τὴν διαδικασίαν τὴν ὁποίαν ἡ Ἐθνικὴ Τράπεζα τῆς Αἰγύπτου καὶ ἡ Τράπεζα τῆς Ἑλλάδος θὰ καθορίσουν κοινῇ συμφωνίᾳ.

Ἄρθρον 2.

Τὸ ὑπόλοιπον τοῦ «κολλέκτορ ἀκάουντ» θὰ εἶναι ἄτοκον, καὶ θὰ δύναται νὰ εἶναι χρεωστικὸν λέχρι 250.000 λιρῶν Αἰγύπτου κατ' ἀνώτατον ὅριον.

Ἄρθρον 3.

Εἰς περίπτωσιν ὑποτιμήσεως τῆς Αἰγυπτιακῆς λίρας ἐν σχέσει μὲ τὸ δολλάριον Η.Π.Α. ἡ Κυβέρνησις τῆς Αἰγύπτου θὰ προσαρμόσῃ τὸ ὑπόλοιπον τοῦ «κολλέκτορ ἀκάουντ» τὸ ὑφιστάμενον κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς ὑποτιμήσεως κατ' ἀναλογίαν τῆς ἐπελθούσης μεταβολῆς.

Ἄρθρον 4.

Κατὰ τὴν λῆξιν τῆς παρούσης συμφωνίας τὸ ὑπόλοιπον τοῦ «κολλέκτορ ἀκάουντ» θὰ χρησιμοποιηθῇ διὰ τὴν ἀγορὰν ἐμπορευμάτων ἢ διὰ τὴν διενέργειαν τρεχουσῶν πληρωμῶν προβλεπομένων εἰς τὸν συνημμένον πίνακα, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς συμφωνίας ταύτης.

Ἄρθρον 5.

Ἅπασαι αἱ πληρωμαὶ αἱ μνημονευόμεναι εἰς τὸ ἄρθρον 1 θὰ διενεργῶνται ἐντὸς τῶν ὁ,ίων τῶν κανονισμῶν περὶ ἐλέγχου συναλλάγματος τῶν ἰσχυόντων ἐν Αἰγύπτῳ καὶ ἐνὶ Ἑλλάδι.

Ἄρθρον 6.

Τὰ συμβαλλόμενα μέρη θὰ ἐπανεξετάσουν ἐνδεχομένως τὰς προβλέψεις τῆς παρούσης Συμφωνίας ἐπὶ σκοπῷ προσαρμογῆς των πρὸς τὰς τροποποιήσεις τὰς ἀπαιτουμένας λόγῳ προσχωρήσεως ἑνὸς ἐκ τῶν δύο συμβαλλομένων μερῶν εἰς διεθνεῖς οἰκονομικὰς συμβάσεις.

Ἄρθρον 7.

Ἡ παροῦσα συμφωνία θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ κατὰ τὴν ἡμέραν τῆς ὑπογραφῆς της. Δύναται νὰ καταγγελθῇ ὁποτεδήποτε, κατόπιν προειδοποιήσεως τριῶν μηνῶν.

Διὰ τὴν Βασιλικὴν Κυβέρνησιν τῆς Ἑλλάδος
Ὑπ. ΜΙΧΑΗΛ ΜΕΛΑΣ

Διὰ τὴν Βασιλικὴν Κυβέρνησιν τῆς Αἰγύπτου
MAHMOUD FAWZI

ΠΙΝΑΞ ΤΡΕΧΟΥΣΩΝ ΠΛΗΡΩΜΩΝ

1. Διακανονισμὸς ἐμπορευμάτων, συμπεριλαμβανομένων τῶν παρεπομένωνἐξόδων.
2. Ὑπηρεσίαι, βοηθήματα καὶ ἔξοδα ταξειδίου καὶ τουρισμοῦ.
3. Ὀφειλαὶ ἐξ ἐκμεταλλεύσεως, δικαιώματα καὶ ὀφειλαὶ ἐκ διπλωμάτων εὑρεσιτεχνίας, βιομηχανικὰ σήματα.
4. Φόροι, ἀμοιβαί, δικαστικαὶ δαπάναι.
5. Ἀσφάλειαι καὶ ἀντασφάλειαι (ἀσφάλιστρα καὶ ἀποζημιώσεις).

6. Ἔξοδα μεταφορᾶς καὶ μεταφορτώσεως.
7. Ἔξοδα θαλασσίων μεταφορῶν ὑπὸ αἰγυπτιακῶν καὶ ἑλληνικῶν ναυτιλιακῶν ἐπιχειρήσεων.
8. Ἔξοδα προξενικῶν καὶ διπλωματικῶν ἀντιπροσωπειῶν.
9. Πᾶσα ἑτέρα πληρωμὴ κατόπιν προηγουμένης συμφωνίας μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν.
10. Ἐφοδιασμὸς εἰς καύσιμα, τροφοδοσίαι καὶ λιμενικὰ δικαιώματα.

ΥΠΟΥΡΓΕΙΟΝ ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ

ΔΗΛΩΣΙΣ ΕΘΙΜΟΤΥΠΙΑΣ Κάϊρον 19 Ἀπριλίου 1953

Κύριε Πρόεδρε,

Κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν διαπραγματεύσεων διὰ τὴν σύναψιν ἐμπορικῆς Συμφωνίας καὶ Συμφωνίας πληρωμῶν μεταξὺ Αἰγύπτου καὶ Ἑλλάδος, συνεφωνήθησαν τὰ κατωτέρω:

Ἡ ρήτρα τοῦ μᾶλλον εὐνοουμένου Κράτους ἡ προβλεπομένη εἰς τὴν μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν ἐμπορικὴν Συμφωνίαν θὰ ἐφαρμόζηται βάσει πλήρους ἀμοιβαιότητος μὲ μόνην ἐξαίρεσιν τὴν εἰδικὴν μεταχείρησιν τὴν δοθεῖσαν ἢ δοθησομένην ὑπὸ τῆς Βασιλικῆς Κυβερνήσεως τῆς Αἰγύπτου εἰς τὰς ἀκολούθους Ἀραβικὰς Χώρας : Σαουδικὴν Ἀραβίαν - Συρίαν - Λίβανον - Ὑπεριορδανίαν - Ἰράκ - Ὑεμένην καὶ Λιβύην.

Δεχθῆτε παρακαλῶ κ. Πρόεδρε, τὴν διαβεβαίωσιν τῆς ἐξαιρέτου πρὸς ὑμᾶς ὑπολήψεως.

Ὁ Πρόεδρος τῆς Αἰγυπτιακῆς Ἀντιπροσωπείας
S. ABOUT FETOUH

Αὐτοῦ Ἐξοχότητα
κ. Μ. Κ. Μελᾶν
Πρέσβυν τῆς Ἑλλάδος
καὶ Πρόεδρον τῆς Ἑλλ. Ἀντιπροσωπείας
Καΐρου.

Κάϊρον 19 Ἀπριλίου 1953

Κύριε Πρόεδρε.

Ἔχω τὴν τιμὴν νὰ γνωρίσω ὑμῖν τὴν λῆψιν τῆς ὑπὸ σημερινὴν ἡμερομηνίαν ἐπιστολῆς τὴν ὁποίαν εὐηρεστήθητε νὰ μοὶ ἀπευθύνετε καὶ τῆς ὁποίας τὸ περιεχόμενον ἔχει ὡς ἀκολούθως :

«Κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν διαπραγματεύσεων διὰ τὴν σύναψιν ἐμπορικῆς Συμφωνίας καὶ Συμφωνίας Πληρωμῶν μεταξὺ Αἰγύπτου καὶ Ἑλλάδος, συνεφωνήθησαν τὰ κατωτέρω:

«Ἡ ρήτρα τοῦ μᾶλλον εὐνοουμένου Κράτους ἡ προβλεπομένη εἰς τὴν μεταξὺ τῶν δύο Χωρῶν ἐμπορικὴν Συμφωνίαν θὰ ἐφαρμόζηται βάσει πλήρους ἀμοιβαιότητος μὲ μόνην ἐξαίρεσιν τὴν εἰδικὴν μεταχείρισιν τὴν δοθεῖσαν ἢ δοθησομένην ὑπὸ τῆς Βασιλικῆς Κυβερνήσεως τῆς Αἰγύπτου εἰς τὰς ἀκολούθους Ἀραβικὰς Χώρας.

Σαουδικὴν Ἀραβίαν - Συρίαν - Λίβανον - ὑπεριορδανίαν - Ἰράκ - Ὑεμένην καὶ Λιβύην.

Δεχθῆτε παρακαλῶ κ. Πρόεδρε τὴν διαβεβαίωσιν τῆς ἐξαιρέτου πρὸς ὑμᾶς ὑπολήψεως».

Ἔχω τὴν τιμὴν νὰ γνωρίσω ὑμῖν ὅτι ἡ Β. Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις, συμφωνεῖ, πρὸς τὸ περιεχόμενον τῆς ὡς ἄνω ἐπιστολῆς.

Δεχθῆτε παρακαλῶ κ. Πρόεδρε τὴν διαβεβαίωσιν τῆς ἐξαιρέτου πρὸς ὑμᾶς ὑπολήψεως.

(Ὑπ.)Μ. Κ. Μελᾶς
Πρέσβυς τῆς Ἑλλάδος
Πρόεδρος τῆς Ἑλλην. Ἐμπορικῆς
Ἀντιπροσωπείας.

Αὐτοῦ Ἐξοχότητα ,
κ. Πρόεδρον τῆς Αἰγυπτιακῆς
Ἐμπορικῆς Ἀντιπροσωπείας.
Κάϊρον

ΕΚ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ